

Communiqué de presse du 15 septembre 2010

Rapport final du GEP : des discours mais pas d'actions !

Le GEP vient de remettre officiellement son rapport final intitulé « *Recommandations pour la gestion des anciens sites miniers d'uranium en France : Des sites du Limousin aux autres sites, du court aux moyen et long termes* ».

SRL, qui avait accepté de participer aux travaux de ce groupe d'experts, et LNE qui a suivi ces travaux, ont néanmoins établi un bilan d'ensemble plutôt négatif de trois ans de travail, tant dans le fonctionnement du GEP que dans le contenu du rapport (une contribution libre de SRL est consultable sur le site du GEP).

Un fonctionnement déficient

Les missions du GEP sont devenues au fil du temps quasiment illisibles avec une problématique s'éloignant du Limousin pour englober la France entière. Le GEP s'est ainsi avéré incapable de conseiller utilement les services administratifs du Limousin en charge du contrôle des sites miniers et de répondre aux questions urgentes de notre territoire : quel niveau d'uranium dans l'eau imposer dans les arrêtés ? A partir de quel niveau de contamination imposer des curages de sédiments ? A partir de quel niveau ordonner la reprise de stériles miniers sur les voies publiques, etc.

Autant de questions urgentes à traiter sur notre territoire qui restent encore aujourd'hui sans réponses !

Plus grave, au terme de l'écriture du rapport, nous pouvons affirmer que rien n'a pu être validé sans l'accord d'AREVA. En particulier, un certain nombre de sujets portés par SRL ont été simplement écartés du rapport.

Un rapport n'offrant aucune solution concrète

Parce que le rapport final reconnaît enfin officiellement la réalité des pollutions, les associations limousines considèrent que ce rapport est une preuve supplémentaire du bien fondé de nos alertes, et de l'action en justice de SRL.

Mais ces constats ne font pas avancer AREVA sur le terrain, et ne donnent pas de moyens concrets aux services de la direction régionale de l'environnement qui s'est saisie du dossier depuis 2006.

Les recommandations du GEP sont rédigées trop largement pour pouvoir être évaluées dans leur mise en oeuvre. Aucune préconisation opérationnelle n'est avancée. On se contente de constater implicitement l'échec des stratégies passées et on en reste à des

propositions d'études pour améliorer la connaissance des sites. Sans nier la nécessité de telles études, tout cela est un peu court et décalé par rapport à l'urgence de la situation et l'attente des populations.

Sources et Rivières du Limousin et **Limousin Nature Environnement** réaffirment à l'occasion de la remise de ce rapport, l'urgence à traiter les pollutions limousines issues des activités passées et actuelles de l'industriel AREVA en Limousin.

Les recommandations du GEP n'apportant pas de solutions concrètes malgré trois ans de travail, les associations limousines reprennent en 2011 le chemin des tribunaux et des actions de terrain dans le cadre du collectif Sous Nos Pieds.

Contact presse :

Antoine Gatet (représentant de SRL au GEP) : 06 77 68 46 45